



GENEVA CALL

Communiqué

Action Intégrale contre les Mines antipersonnel à Bogota, Colombie, 13-14 août 2009

L'action de l'Appel de Genève en Colombie vise à éradiquer les mines antipersonnel, qui sont toujours largement utilisées par les acteurs armés non-étatiques et qui continuent à causer de vives souffrances parmi les communautés vivant dans les zones affectées.

Consciente que l'élimination totale de ces armes aveugles est un objectif à long terme, l'Appel de Genève recherche activement des moyens de réduire les conséquences immédiates de leur utilisation. Cette démarche implique un travail concret auprès des communautés locales, particulièrement dans le sud ouest du pays, en collaboration avec les organisations de la société civile, notamment la Campagne Colombienne contre les Mines.

Afin de permettre aux communautés affectées qui ont rarement l'occasion de s'exprimer de le faire, Geneva Call, en collaboration avec le Programme Présidentiel pour une Action Intégrale contre les Mines Antipersonnel (PAICMA) et la Commission Nationale pour la Réparation et la Réconciliation (CNRR), a invité à Bogota 45 de leurs représentants, dont des maires, des peuples indigènes et des organisations de base, pour un échange d'idées et d'informations avec les autorités nationales civiles et militaires et la communauté internationale.

Résumé des débats:

Les débats conduits par les 120 participants à cet atelier ont été extrêmement riches et intéressants avec des perspectives variées. Les participants des communautés affectées et de la société civile ont exprimé l'opinion que les actions de déminage conduites par l'armée ont souvent été prises pour des opérations militaires par des acteurs armés non-étatiques, provoquant ainsi une augmentation de la tension, l'utilisation de davantage de mines et l'exposition répétée des communautés au danger. Ils ont exprimé le souhait d'être impliqués et consultés avant toutes opérations de déminage, que celles-ci soient conduites par des organismes internationaux neutres, qu'un dialogue avec les acteurs armés non-étatiques soit entamé afin de garantir la protection des civiles et la pérennité de l'action contre les mines. De leur côté, les forces armées et le PAICMA, bien que reconnaissant la valeur de l'implication des organismes spécialisés en Colombie, ont insisté sur le fait que les actions de déminage dans des zones non sécurisées devraient être effectuées exclusivement par l'armée, notamment pour des raisons de sécurité et que ces opérations seraient poursuivies.

Geneva Call remercie le Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suisse, ainsi que le Service d'Action contre les Mines Antipersonnel des Nations Unies (UNMAS), pour leur soutien dans l'organisation de cet événement. Le rapport de ces discussions sera publié bientôt et distribué en décembre à la Deuxième Révision de la Conférence sur la Convention d'Ottawa, en tant que contribution sur la poursuite des discussions sur l'action humanitaire contre les mines antipersonnel dans les conflits armés.

Pour plus d'information, veuillez contacter:
Mehmet Balci, Directeur de Programme, +41 22 879 10 53,
ou Armelle Seby, Chargée de Programme, +41 22 879 10 56.
Geneva Call: +41 22 879 10 50 - info@genevacall.org